Imprimer

1999/08/26 Une attention soutenue doit être apportée à la langue de travail et à la situation de Montréal

Québec, le 26 août 1999. - Les résultats de l'indice du français, langue d'usage public au Québec en 1997, montrent que l'usage du français au travail est le plus faible de toutes les activités publiques des Québécois et mettent en évidence l'importance de l'usage du français et de l'anglais dans la vie publique au Québec.

Au travail, 70 % des Québécois utilisent presque exclusivement le français, soit 90 % et plus du temps de travail, et 85 % utilisent principalement le français, soit 60 % et plus du temps de travail. À Montréal, ces pourcentages baissent respectivement à 54 % et 75 %.

Les francophones (langue parlée à la maison) de la région métropolitaine utilisent dans une proportion de 69 % presque exclusivement le français, soit 90 % et plus du temps de travail, et dans une proportion de 91 % principalement le français, soit 60 % et plus du temps de travail. Les anglophones (langue parlée à la maison) sont dans cette situation dans une proportion de 9 % et 24 % respectivement, tandis que chez les allophones (langue parlée à la maison) ces pourcentages atteignent respectivement 24 % et 44 %.

Ces résultats viennent appuyer les analyses du Bilan de 1996 qui nous apprend que : « Tout se passe comme si cette première phase de la francisation (celle des milieux francophones) s'était terminée vers la fin des années 70, avec une augmentation assez spectaculaire du nombre de travailleurs de langue maternelle française et de l'usage du français au travail. Depuis ce temps, la deuxième phase est en cours, plus difficile, plus laborieuse et plus complexe : celle d'amener des milieux de travail jusqu'ici largement dominés par l'anglais et linguistiquement hétérogènes à adopter, de façon normale et habituelle, le français comme langue de travail. »

Cependant, il est important de rappeler que chez les anglophones, et surtout les allophones, le français a fait des gains importants depuis les années 70, puisque l'unilinguisme anglais a fortement régressé au profit de l'usage alternatif de l'une ou l'autre langue.

LE CONSEIL POURSUIVRA SON ANALYSE

Le Conseil va approfondir cette question dans les mois qui viennent en poursuivant les analyses détaillées sur la langue de travail. Le contexte de l'intensification des échanges internationaux, de la mondialisation des marchés et de la pénétration des nouvelles technologies, ainsi que la situation prévalant dans les petites et moyennes entreprises, obligent à tenir compte de l'impact des communications externes et internes au Québec sur la langue de travail. « Ces analyses périodiques permettront alors de définir plus précisément ce que signifie *travailler en français* dans ce nouveau contexte », de déclarer la présidente du Conseil, madame Nadia Brédimas-Assimopoulos.

IMPORTANCE DE L'USAGE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS, PARTICULIÈREMENT DANS L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

Le pourcentage de Québécois qui utilisent à la fois le français et l'anglais comme langue d'usage public est important. Il se situe en effet à 8 % dans l'ensemble du Québec, à 14 % dans la région métropolitaine de Montréal et, enfin, à 17 % dans l'Île-de-Montréal.

L'usage des deux langues au travail, pour les catégories d'usage du français variant entre 40 % et 59 % du temps de travail, est important chez tous les groupes linguistiques. Il est par ailleurs plus important chez les anglophones

(langue parlée à la maison) et les allophones (langue parlée à la maison), chez qui il se situe respectivement à 18 % et à 16 %, alors que chez les francophones (langue parlée à la maison), il est de 6 %.

Pour ce qui est des activités autres que celle de travail, il faut y voir à la fois l'effet de la possibilité de se faire servir dans les deux langues, mais aussi l'évolution naturelle de l'usage unilingue de l'anglais vers un usage du français. L'évolution de cet usage alternatif de l'une ou l'autre langue sera à surveiller dans le temps.

« L'importance de l'usage du français et de l'anglais chez les anglophones et les allophones (langue d'usage à la maison) s'inscrit dans la tendance à la diminution de l'unilinguisme anglais et à l'accroissement de l'usage du français observé depuis le début des années 70 dans d'autres études. Chez ceux qui parlent le français, il est le reflet du fait que des francophones travaillent dans des milieux linguistiquement hétérogènes et des effets de l'importance des communications externes au Québec et de la mondialisation de l'information », a conclu la présidente du Conseil de la langue française, madame Nadia Brédimas-Assimoulos.

- 30 -